



Actualité

[Accueil](#) | [Contact](#) | [Abonnement](#) | [Pub](#) | [Archives](#)
[Recherche](#)

Actualité

DIGEST

Marchés financiers : Le Maroc séduit les banques étrangères

Parution du Bulletin mensuel du CNOM

Procès Abdelmoughit Slimani et consorts : Le verdict pour la semaine prochaine

Transport de voyageurs : Le dessin africain de la CTM

Retrait de permis de conduire : Mohamed Bouzoubaâ rappelle les verbalisateurs à l'ordre

Mohamed Wakrim : Pionnier de la Poste moderne

Cession des entités publiques : Privatisation de la Comanav

Investissements touristiques : Les projets résidentiels affluent

Presse : «Art de vivre» fait peau neuve

MAROC : Le message de Kadhafi

ALGÉRIE : Guéguerre des lobbies

PALESTINE : En attendant le tracé final

MÉDIAS ESPAGNOLS au sahara : Départ précipité, faute de « grives »...

Automobile : Madiva entre en lice

Transport de marchandises : La formule GIE pour petits transporteurs

SOUDAN : Sommet insignifiant

Communication : Lowe s'installe en propre au Maroc

ALGÉRIE : Feu d'artifices

Environnement : Lafarge Maroc astique l'Europe

L'affaire Rafa Zouheir : Détention confirmée pour le Marocain

Dans l'intérêt commun

Par Jason Ben-Meir
27 Mars 2006

La victoire finale de la Guerre des Idées pourrait bien passer par l'idéologie ou la philosophie politique qui se traduit systématiquement par le développement socio-économique, politique et culturel du peuple, en masse. Le moment est venu pour les Etats-Unis de montrer au monde musulman qu'ils prennent très au sérieux la poursuite de la démocratie au moyen du soutien de la participation à grande échelle des Palestiniens dans le développement de leurs communautés. Les Etats-Unis devraient encourager le Hamas à concentrer ses efforts sur des projets de développement collectifs en Palestine qui soient entièrement basés sur la participation du public.



Lors de son discours inaugural en janvier 2005, le président des Etats-Unis George Bush pose le fondement des intérêts des Etats-Unis, déclarant que l'expansion des libertés est dans l'intérêt national, et engage le pays à chercher et à soutenir les mouvements démocratiques. Par chance, le groupe de professionnels engagés à promouvoir le développement international a élaboré des outils de planification appelés programmes de Développement Participatif des Communautés. Comme l'a exprimé le président, leur mise en application va de pair avec l'intérêt

Sondage

Le Maroc €

Sur la

Peu de

Le pay
régression

R

Les notes de

la Gazette

Gilles Guillaume : La race des managers champions 10/10

Habitat anarchique : Impunité des propriétaires mafieux 0/10

Khadija Kabbaj : Une action salutaire pour les Arts 10/10

Radio Sawa 0/10

Débat

Sidna Mohammed restera le fédérateur (2)

POINT DE VUE

Dans l'intérêt commun

Carnets politiques

Koutla et autonomie

L'UMP : le mouvement

Le betisier de la semaine

Milouda Hazib : Mes bagages, madame !

En couverture

L'autonomie, le discours et la méthode

Déjà fonctionnel !

Quatre questions à Fatma Leili

Le processus de l'autonomie

PORTRAIT

Un long poème rythmé

Actualité

Dynamique régionale

"L'opération Nova"

MOYEN-ORIENT

LE PARALLÈLE IRANO-AMÉRICAIN

Articles du numéro précédent

La une

national des Etats-Unis et celui des pays en voie de développement dont la Palestine. Le DPC répond à l'objectif du président de soutenir les mouvements démocratiques. Il propose de surcroît une approche réaliste de l'amélioration du niveau de vie des populations sur le plan communautaire. On attend des mouvements islamiques de Gaza et de Cisjordanie un accueil favorable à ce type de développement compte tenu que la majorité de leurs actions relève du domaine des services collectifs.

Les projets collectifs impliquent des communautés entières dans la planification d'actions de développement subvenant à des besoins prioritaires. Ces méthodes ont déjà eu du succès dans nombre de régions et dans le cadre de situations extrêmement diverses, politiquement et culturellement parlant : de l'est du Timor par exemple, où parents et professeurs ont créé et implanté un projet visant à améliorer l'éducation, à Albuquerque au Nouveau-Mexique, où un groupe de femmes a mis en place et dirige actuellement dans le voisinage un programme de réhabilitation pour toxicomanes dans lequel sont impliquées des familles entières. Avec l'implantation à grande échelle de programmes collectifs en Palestine, naît l'espoir d'une autonomie socio-économique pour les Palestiniens, d'un mouvement politique trilatéral et d'une réduction des tensions avec Israël.

Nouvel élan

Donner un nouvel élan au DPC dans les régions palestiniennes satisferait la politique et les thèmes mis en avant par le président Bush lors de son second discours inaugural. Ce nouvel élan revêtirait la forme d'un mouvement démocratique caractérisé par des prises de décision d'ordre collectif qui donneraient lieu à des projets illustrant l'autonomie et représente, selon le président Bush, un idéal de liberté pour les Etats-Unis. L'approche à caractère collectif dans le domaine du développement local et national est le résultat de décennies de travail et de centaines de



N°465 - 27 Mars
2006

Numéro précédent

Numéro actuel

Lettre d'information

Inscrivez-moi

Votre e-mail

OK

tentatives d'interventions dans le monde. Outre les milliards de dollars et l'avalanche de bonnes intentions investis dans l'aide au développement des pays en voie de développement, la leçon la plus importante à retenir de toutes ces expériences est simple, néanmoins profonde : les projets de développement réellement viables sont ceux dans lesquels les communautés locales (voisinages et villages) sont appelées à établir et gérer des projets qui génèrent des bienfaits socio-économiques, environnementaux et politiques au niveau local. La raison en est simple : quand, localement, les habitants s'investissent ensemble afin d'évaluer leurs priorités puis de mettre en oeuvre et de développer un plan d'action pour les mener à terme, l'intérêt qu'ils ont pour le résultat est manifeste. Parvenir à de tels résultats demande un investissement dans la formation sur place de personnes sélectionnées au préalable pour le DPC et dans le processus visant à accélérer le dialogue au sein de la communauté en assurant un fort engagement et une productivité maximale. Instituteurs, conseillers agricoles, personnel médical, agents de proximité du secteur non-gouvernemental, membres et représentants des communautés, politiciens et tout autre professionnel présentant des qualités de médiateur, deviennent de fait qualifiés pour mener des discussions de groupe et des actions dans lesquelles les gens s'investissent, échangent et participent.

Autonomie

En oeuvrant pour l'implantation et l'essor de leurs propres programmes de développement, la population locale atteint un stade que notre jargon qualifierait d'« autonome ». Elle prend ainsi en charge le DPC et s'entraîne à prendre des décisions réfléchies et efficaces en suivant la planification de projets de développement répondant à ses besoins. Ce type d'autonomie en matière de développement progresse ensuite généralement vers une autonomie à caractère économique.

La notion d'autonomie revêt une importance particulière lorsqu'il est question des conditions socio-économiques des Palestiniens et des stratégies éventuelles employées pour y remédier. Bien que le DPC, financé en majorité par les ONG, ait déjà été introduit en Palestine de façon modeste, de nombreux faits sur place vont à l'encontre du succès de ces programmes. Toutefois, en dépit des obstacles, le moment crucial est maintenant venu de développer radicalement le DPC au sein des communautés palestiniennes. Les groupes palestiniens et israéliens (de gauche comme de droite) ont exprimé leur soutien en faveur d'une autonomie palestinienne croissante qui servirait les intérêts des deux peuples. Dans le cas des Palestiniens, une autonomie accrue leur permettrait de prendre en main leur propre destin et de se détacher ainsi de leur présent état de dépendance vis-à-vis d'une politique économique extérieure dominante. Quant à Israël, un accroissement de l'autonomie palestinienne lui offrirait la possibilité de poursuivre le développement régional tout en diminuant les problèmes soulevés par la dépendance économique de la Palestine. L'économie palestinienne fait partie intégrante de l'économie israélienne et dépend entièrement d'elle. Durant la seconde Intifada, les restrictions des activités commerciales et professionnelles et la fermeture des frontières imposées aux Palestiniens par Israël dans un souci de sécurité ont donné lieu à une faillite économique pour la majorité des Palestiniens, soulignant nettement leur vulnérabilité économique et déstabilisant davantage les relations politiques entre les deux pays. Ravagés par la pauvreté, une santé en déclin et un environnement dégradé, la survie de deux tiers des Palestiniens dépend dorénavant de l'aide humanitaire. Les enquêtes sur l'emploi estiment à cinquante pour cent le taux de chômage dans la bande de Gaza (le revenu par personne a diminué de moitié depuis la fin des années 90).

Développement collectif

L'administration Bush envisage de soutenir le DPC par un financement versé directement aux organisations palestiniennes non-gouvernementales et autres groupes locaux (secteur privé inclus) soutenant le développement collectif. Utiliser « l'influence des Etats-Unis... au nom de la liberté », comme l'a déclaré le président Bush, requiert d'être réactif et prêt à en payer le prix. Le moment ne semble peut-être pas idéal pour augmenter le soutien apporté au DPC en Palestine. Toutefois, le coût d'une implantation massive du DPC en Palestine représente un investissement relativement peu important et celui-ci pourrait non seulement déclencher un développement économique et politique majeur pour les Palestiniens, mais aussi soulager leurs souffrances à long terme. Il est probable que le nombre de donateurs étrangers augmente avec la mise en place du processus du DPC. S'il était financé en totalité (500 millions de dollars représentant un montant raisonnable en vue d'un impact favorable sur chacune des communautés palestiniennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie), la mobilisation pourrait se voir catalysée autour du DPC (par le biais de formations en masse dans le domaine du développement et de la médiation, entre autres). L'expérience prouve que ce n'est qu'une question de mois avant que des profits soient générés. L'implantation du DPC au sein des communautés palestiniennes est exactement ce dont le conflit israélo-palestinien a besoin si l'on veut rétablir une paix dans la région. Qui plus est, le soutien du DPC en faveur des communautés les plus en difficulté représente un élan au sein de la lutte entre le monde musulman et le monde occidental et constitue un intérêt pour les deux cultures. Le DPC incarne la promesse de démocratie tout en soulageant les souffrances d'un peuple à travers une garantie d'autonomie. Une implantation de grande envergure du DPC en Palestine constitue la première démarche vers une acceptation du

Hamas non comme obstacle insurmontable, mais
comme un tremplin sur le chemin de la paix.

*Jason Ben-Meir est le président de la fondation
'High Atlas', une organisation à but non lucratif
promulguant le développement communautaire au
Maroc.



IMPRIMER CET ARTICLE



TRANSMETTRE CET ARTICLE

Tour des Habous 13ème
Avenue des F.A.R -
Casablanca
Maroc

Tél.: + (212) 22 54 81 50 à 52
Fax : + (212) 22 31 80 94
E-mail : info@lagazettedumaroc.com

© 2002-
droit